



CCE DU 21 FÉVRIER 2019



21/02/2019

DECLARATION LIMINAIRE EN CCE

Déclaration liminaire

QU'EST-CE QU'ON A FAIT AU BON DIEU ? Il y en aurait tant de titres de film qui s'appliqueraient au sentiment actuel des salariés d'EDF ! Celui-ci nous vient à l'esprit dans cette actualité où, de nouveau, des fées plus maléfiques que bien intentionnées, se penchent sur notre berceau. A l'occasion du renouvellement de Monsieur Jean-Bernard Lévy à la tête du Groupe et de la parution d'un énième rapport de la Cour des Comptes sur EDF SA, on voit ressurgir des commentaires déstabilisants pour notre entreprise et méprisants à l'encontre de ses salariés. Ça suffit !



La CFE Énergies réitère donc ses plus vives protestations contre ces procès d'intention répétés et ces manipulations grossières d'une opinion qui est plus prompte à chercher des boucs émissaires que des solutions aux difficultés rencontrées. Difficultés de la vie quotidienne qui n'épargnent nullement les salariés de notre Groupe.

C'est la raison pour laquelle, les représentants de la CFE Énergies continueront inlassablement de

présenter notre entreprise telle qu'elle est, sans fard mais aussi sans outrance, pour que, sur l'énergie, les décisions prises le soient dans l'intérêt général, au profit d'une politique industrielle réaliste, d'un pacte social soutenable et d'une présence territoriale bénéfique à tous les citoyens.

L'énergie électrique n'est pas un bien commercial comme un autre. Sa production est vitale, sa technicité pointue, sa commercialisation et sa distribution à nulle autres pareilles.

A la fois un « bien » indispensable à tout un chacun, elle est aussi un « carburant » indispensable à l'activité économique. Elle est également l'outil d'une transition énergétique réussie par le transfert qu'elle offre d'une énergie carbonée vers une énergie à l'empreinte carbone sans équivalent.

Mais qu'est-ce qu'on a fait au Bon Dieu pour attirer autant les foudres de ces observateurs si avides d'assister à la chute d'un fleuron national ?

L'ALLIANCE CFE UNSA ÉNERGIES,
100 % LIBRES... 100 % VOUS !

CFE ÉNERGIES
UNSA ÉNERGIE
www.cfe-energies.com
www.unsa-energie.fr



Mais qu'est-ce qu'on a fait au Bon Dieu pour être décrits comme des nantis alors que le pacte social n'est que le résultat de la négociation collective dans l'entreprise, voulue par les réformes successives du droit du travail qui l'ont souhaitée au plus proche des salariés.

En déniait l'application d'accords contractualisés, la Cour des Comptes procède ni plus, ni moins, que d'un **déni de la démocratie sociale** et de la représentation du personnel.

Ce rapport alimente opportunément ceux qui n'ont de cesse de vouloir jouer au « **mécano capitalistique** » avec notre Groupe. « *Quand on ne veut plus de son chien, on dit qu'il a la rage* ». Ainsi, rapporteurs, banquiers d'affaires et journalistes peu scrupuleux inondent la sphère médiatique de commentaires à propos de tous les maux dont nous serions affectés. **La rage**, si elle existe, n'est certainement pas chez les salariés de ce Groupe EDF, mais assurément **du côté de ceux qui pratiquent la dénonciation calomnieuse**.

« Parlons vrai », « Parlons responsable » et que l'on en finisse définitivement avec ces inquisiteurs pour parler enfin de la France et de sa transition énergétique à laquelle notre entreprise et ses salariés sont les plus sûrs gages de réussite.

Ne sommes-nous pas face à une obsédante, et donc pathologique, envie de nuire chez ces commentateurs, vis-à-vis d'une réussite française qui les dérange !

Pour la CFE Énergies, le scandale n'est pas dans les supposées faveurs dont bénéficieraient les salariés, mais bien dans une ouverture du marché de l'énergie opérée en dépit du bon sens depuis 20 ans, avec une régulation délirante qui voit aujourd'hui un Groupe pétrolier multimilliardaire bénéficier d'une rente nucléaire qui ne lui doit rien, mais dont il retire les moyens d'une concurrence déloyale.

Pour la CFE Énergies, l'éventualité d'une nouvelle gouvernance du Groupe doit répondre à 3 enjeux :

- la **régulation** avec un juste prix d'achat de la production
- l'**investissement** dans la production et les infrastructures, pour réaliser la transition énergétique
- un **pacte social ambitieux pour entraîner tous les salariés** vers ces nouveaux défis

